MAIRIE DE SAINT-OUEN

Le Vieux Saint-Ouen

Du village au quartier

Textes de Pierre-Jacques Derainne

ARCHIVES MUNICIPALES

Édito

Encore une année fructueuse pour l'histoire de Saint-Ouen et tout particulièrement pour le quartier du Vieux Saint-Ouen, objet de toutes les attentions historiques dans le cadre du projet **« Quartiers en histoires »**.

Encore une année de partage et de rencontre entre la petite et la grande histoire. Des asperges de Guillaume Compoint aux rouges à lèvres fabriqués par Anselme, ce sont plusieurs siècles que l'on traverse grâce aux ateliers mémoire, aux témoignages des habitants, aux présentations historiques de l'historien Pierre-Jacques Derainne.

Encore une année d'échange de souvenirs et d'albums de photographies personnelles redécouverts pour le plaisir et la connaissance de tous les Audoniens.

Une belle année où des chercheurs (historien ou architecte) et des artistes comme ceux des compagnies « Kaouette » et « les Intertitiels » ont pu apporter un regard scientifique et une approche sensible et artistique sur ce quartier.

Tous ensemble, accompagnés par les Archives municipales, vous avez contribué à écrire collectivement **l'histoire du Vieux Saint-Ouen.**

Hayat Dhalfa
Adjointe au maire
Déléguée à la Culture et
à l'Animation de la Cité

Sommaire

Saint-Ouen, les origines 5
Vignes, asperges et rouge à lèvres 17
Un quartier reconstruit 31
Des anciennes foires à la Braderie du Vieux Saint-Ouen 43

Saint-Ouen, les origines

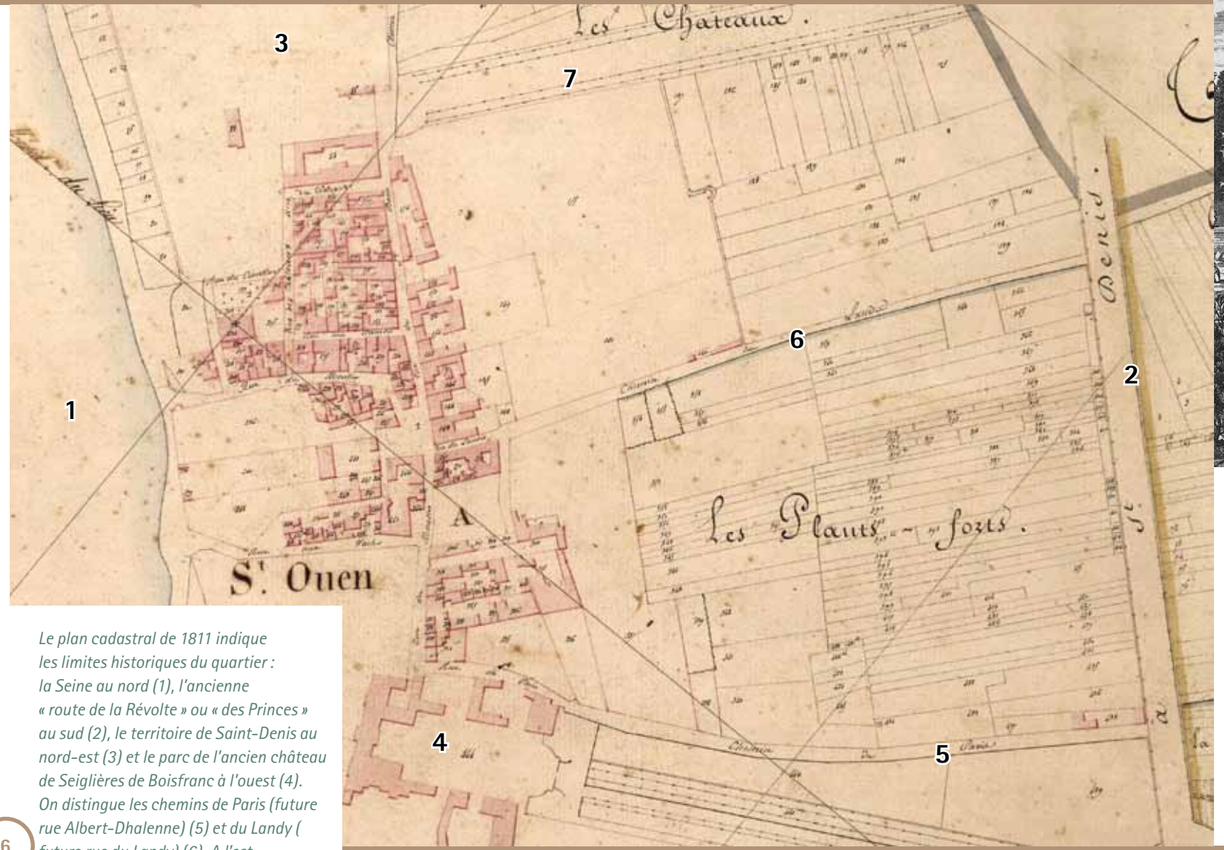
Au commencement était la Seine

A la fin du Moyen Âge, le petit village de Saint-Ouen se blottit contre un méandre de la Seine qui forme, au nord, une limite naturelle et administrative. Aucun pont n'enjambe le fleuve pour atteindre « l'isle du Chastellier ou isle Saint-Ouen » [1] et Gennevilliers. Au nord-est s'étend le territoire de Saint-Denis, autre frontière proche, que l'on rejoint par le chemin de Saint-Denis (actuelle rue Saint-Denis). Le village est à la rencontre de nombreux autres chemins reliant Aubervilliers (« chemin du Landy »), la Chapelle-Saint-Denis ou Clichy.

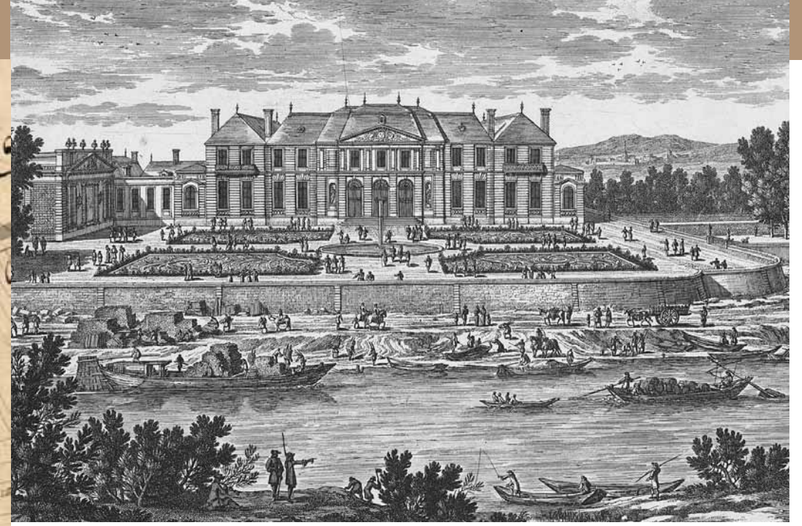
Le paysage est formé de bois, prés, champs de blé, oseraies [2], saussaies [2], vignes... Les champs et jardins sont souvent ceints de murs et de créneaux servant à délimiter les parcelles et les protéger des soldats et autres maraudeurs mais aussi du gibier qui abonde dans la région du fait des réserves de chasse royale. La propriété foncière et immobilière est éparpillée entre les petits propriétaires locaux, l'abbaye de Saint-Denis, quelques nobles, bourgeois et le pouvoir royal. La paroisse, qui subit les ravages des guerres, est peu habitée, ne comptant environ que 24 feux (foyers) en 1470 [3], regroupés autour de l'église bâtie au XII[e] siècle.

1. L'île du Chastellier ou Châtelier appelée encore « île Saint-Ouen » sera réunie à l'île des Vannes au milieu du XIX[e] siècle. Cet ensemble sera réuni à son tour à l'île Saint-Denis par le comblement du bras dit du bocage, entre 1894 et 1896.
2. Lieux plantés d'osiers, de saules.
3. Guy Fourquin, Les campagnes de la région parisienne, PUF, 1964, p. 346.

La place d'Armes en 1864.



Le plan cadastral de 1811 indique les limites historiques du quartier : la Seine au nord (1), l'ancienne « route de la Révolte » ou « des Princes » au sud (2), le territoire de Saint-Denis au nord-est (3) et le parc de l'ancien château de Seiglières de Boisfranc à l'ouest (4). On distingue les chemins de Paris (future rue Albert-Dhalenne) (5) et du Landy (future rue du Landy) (6). A l'est, l'allée de l'ancien château Necker (7).



Le château de Joachim de Seiglières de Boisfranc, achevé en 1669 par l'architecte Le Pautre. Il est détruit par Louis XVIII qui fait construire à son emplacement un château pour sa favorite, la comtesse du Cayla.

La population s'accroît quelque peu au XVI[e] et surtout au XVII[e] siècles. Le nombre de feux dépasse la cinquantaine vers 1568 et atteint le nombre de 122 en 1717. Les habitants sont alors vignerons, journaliers, laboureurs, maçons, cabaretiers, jardiniers... Plusieurs œuvrent au service des quelques nobles et bourgeois attirés par ce site champêtre proche de la capitale (on pouvait y venir dîner en voiture) et son panorama. La paroisse abrite à cette date plus d'une centaine de maisons et quelques châteaux en bord de Seine, dont celui de Joachim Seiglières de Boisfranc achevé en 1669. Son immense parc de 29 hectares va constituer la limite ouest du village.

Vers le début du XVIII[e] siècle, une nouvelle voie (future rue de Paris puis rue Albert-Dhalenne) est tracée, parallèlement à la grande allée de ce château. Elle rejoint le chemin menant de Saint-Denis à Versailles par le bois de Boulogne et permet d'atteindre la capitale par un autre chemin menant de Paris à Saint-Ouen (actuelle avenue Gabriel-Péri).

Au milieu du XVIII[e] siècle, à la suite d'une émeute parisienne, le roi Louis XV aménage ce chemin de Saint-Denis à Versailles. La nouvelle voie, appelée route de la Révolte ou route des Princes (actuels boulevards Jean-Jaurès et Victor-Hugo), bornera au sud le futur quartier. A cette époque, un nouveau château (future propriété de Necker, ministre des finances de Louis XVI) occupe avec son parc une partie de l'espace à l'est du village, en direction de Saint-Denis [4].

4. Sur l'histoire ancienne du village (avant le XIX[e] siècle), voir le livret historique *Saint-Ouen à travers l'histoire,* 1999, rééd. 2004, Archives municipales de Saint-Ouen; sur le lien du village avec la Seine, voir le livret historique *Saint-Ouen au fil de l'eau,* 2002, Archives municipales de Saint-Ouen.

Le repli démographique au XIXe siècle

Au début du XIXe siècle, l'urbanisation s'étend parallèlement à la Seine, entre les rues Saint-Denis et des Châteaux ainsi que le long des rues du Moutier et aux Vaches (qui descend jusqu'à la Seine). Mais Saint-Ouen, ses ruelles étroites et sa « place d'Armes », dénommée ainsi après les « Trois Glorieuses » de juillet 1830, ne dépassent pas encore le millier d'habitants en 1831. Le village est toujours un territoire de villégiature et d'investissement foncier pour des membres de la bourgeoisie parisienne. L'ancien château Necker, et son parc de plusieurs hectares, est ainsi acquis en 1802 par le baron Ternaux, un des plus riches industriels d'Europe ; puis il est racheté en 1834 par Charles Legentil, un riche négociant parisien.

La bourgeoisie commence pourtant à développer de grands projets industriels à Saint-Ouen mais en dehors du village. En 1827, 91 hectares de terrain sont achetés par un groupe d'industriels et financiers en bordure de Seine, vers Clichy. Un vaste port fluvial communiquant avec le fleuve, la « gare d'eau » de Saint-Ouen, est construit l'année suivante, autour duquel entrepôts et usines vont venir s'établir. De nouveaux quartiers se créent sous le Second Empire, aussi bien vers la Seine que vers les fortifications de Paris, marginalisant l'ancien village qui ne connaît pas la même dynamique d'urbanisation et d'industrialisation. Signe révélateur de ce déclin, l'emplacement de la nouvelle mairie, inaugurée en 1869, et qui remplace l'ancienne maison communale [5], est choisi en dehors du quartier.

La croissance industrielle des environs et les travaux haussmanniens opérés à Paris à partir des années 1850 se répercutent sur la démographie et l'urbanisation du Vieux Saint-Ouen. La population augmente à partir du Second Empire avec l'arrivée de nouveaux habitants originaires de la région parisienne - de Paris et Saint-Denis surtout - ou de la province. La spéculation foncière s'intensifie et de nouvelles rues sont tracées au milieu des champs et jardins: les rues Soubise et du Petit-Hôtel vers 1861. La population atteint environ 2300 personnes en 1886, 2600 en 1901 et frôle les 3000 en 1911. A cette date, le renouvellement de la population s'est considérablement accru: 27 % seulement des habitants de la rue Saint-Denis sont nés à Saint-Ouen. Quant aux étrangers, leur présence est limitée jusque dans les années 1920. Ils ne sont que 68 en 1901, formant moins de 3 % de la population contre 12 % aux Docks. En 1911, on n'en recense plus qu'une cinquantaine, originaires de Belgique, d'Italie, d'Autriche, de Suisse, d'Espagne et de Russie ; ils sont ouvriers, commerçants, artisans, travailleurs agricoles...

5. Elle faisait office à la fois d'école, de mairie, voire de salle des fêtes.

La rue Saint-Denis, vers la fin du XIXe siècle.

Malgré l'essor de sa population, le Vieux Saint-Ouen devient le moins peuplé des quartiers de la ville dès 1886, loin derrière la Gare-Epinettes qui abrite 39 % des Audoniens. La part de la population globale recule : 10 % en 1886, 7 % en 1911. Au sein du quartier, la rue Saint-Denis demeure la rue la plus habitée et la plus populaire. Elle passe de 650 habitants en 1886 à un millier en 1911. Viennent, loin derrière, les rues du Landy et Soubise, plus cossues, qui accueillent moins de 200 habitants chacune en 1886. Quant à la rue de Paris, elle ne s'urbanise que très lentement ne dépassant les 300 habitants qu'au début du XXe siècle.

Un quartier qui s'étend durant l'entre-deux-guerres

Après la guerre 1914-1918, le quartier se développe lentement, conservant encore, vers Saint-Denis et le boulevard Jean-Jaurès, de nombreux champs et jardins : *« Les petits jardins, ça a bien servi pendant la guerre [1939-1945]. Rue Marcel-Cachin, il y en avait plein, au moins 70 ou 80 [...]. Et il y a des gens qui venaient passer le dimanche là [...]. Il y avait un petit passage qui faisait un mètre de large, c'était le passage Legentil. Il partait du boulevard Anatole-France et allait jusqu'au château d'eau. Et là il y avait aussi des jardins [...]. Les clôtures de séparation de terrain, c'était des groseilles à maquereaux. Nous on en mangeait mais on se ruait pas dessus. Il y a un copain, son grand-père avait récupéré la cabane qui servait à l'octroi et il avait mis ça dans son jardin, elle était bien, c'était sa baraque de jardin ».**

Jardins du Vieux Saint-Ouen près de la rue du Parc-Prolongée, vers 1956. Au bout de l'allée, l'usine Ruggieri à Saint-Denis.

** Les textes en vert correspondent aux témoignages des habitants collectés dans le cadre du projet Quartiers en histoire(s).*

En 1921, le nombre global d'habitants est revenu à 2800, cette baisse affectant surtout la rue Saint-Denis. Les nouvelles voies tracées avant le conflit commencent à être occupées : la rue Jean-Jacques-Rousseau accueille une centaine d'habitants, la rue du Parc une quarantaine, l'impasse Dupuytren une vingtaine...

Durant les années suivantes, le quartier s'étend en dehors de l'ancien village et le nombre d'habitants dépasse les 4000 en 1936. La rue du Docteur-Léonce-Basset, où s'érigent de nouveaux bâtiments collectifs, accueille à elle seule 520 habitants à cette date, rééquilibrant le poids démographique du quartier en direction du sud-est.

Le brassage de la population se poursuit avec le développement de l'industrialisation. Les habitants originaires de la commune représentent moins de 20 % de la population du quartier, la part des natifs de la capitale étant légèrement plus élevée. Le reste est composé de provinciaux et de natifs de Saint-Denis, Clichy... L'immigration progresse mais lentement. Dans les années 1920, le Vieux Saint-Ouen abrite quelques immigrés d'Europe du Sud, d'Europe centrale et orientale (Polonais, Russes...) et d'Algérie ; mais on n'y trouve pas de grosses concentrations de travailleurs étrangers, à la différence des quartiers en bordure de la Zone.

En 1936, la rue Saint-Denis n'en accueille qu'une cinquantaine, sans compter la quinzaine de manœuvres maghrébins résidant au foyer du 104 rue Saint-Denis. Les étrangers forment une population assez diverse qui comprend des ouvriers d'usine ainsi que quelques ingénieurs, commerçants, artisans... C'est une immigration plutôt familiale composée souvent de couples mixtes.

Le commerce se renforce durant cette période. La rue du Landy accueille plutôt les grossistes (vins, bières, graines...) ainsi qu'une boucherie et des épiceries, tandis que le commerce de détail domine toujours place d'Armes et rue Saint-Denis. En 1921, 16 commerces de bouche sont implantés dans cette rue (dont un dépôt de la société laitière Maggi) ainsi que deux coiffeurs, un bazar, une quincaillerie, une papeterie.

Transports publics, écoles et dispensaires...

Le quartier dispose très tôt d'atouts, en matière de communication et de transports publics notamment. Dès 1851, la Compagnie des Batignollaises et Gazelles réunies le relie à Paris. Un pont édifié au-dessus de la Seine en 1856 lui permet de se tourner vers la plaine de Gennevilliers. Vers 1872, la rue de Paris est prolongée jusqu'au pont de Saint-Ouen ; elle deviendra du coup un axe de circulation important entre Gennevilliers et Paris (en 1906 on avancera le chiffre de 3000 tombereaux l'empruntant chaque jour).

L'ancien village est en outre relativement mieux équipé que les autres quartiers. Plusieurs rues sont pavées (la rue de Paris depuis 1837). Il dispose d'une poste au 11 rue du Landy, ainsi que d'une petite école rue du Moutier. Il bénéficie en 1852 d'une quinzaine de lanternes pourvues de lampes à huile et en 1857 d'une fontaine monumentale en fonte et pierre, aménagée sur la place d'Armes pour l'alimentation en eau, ainsi que d'un bateau-lavoir installé vers cette époque au 26 quai de Seine... A partir de cette date, un maillage d'équipements scolaires, sociaux et sanitaires va se constituer progressivement, dû en grande partie à l'impulsion des congrégations catholiques et de la mairie.

En 1857, quatre sœurs de Saint-Vincent-de-Paul établissent une « maison de charité » dans des bâtiments cédés par Charles Legentil, rue des Châteaux. Elles y assurent, entre autres, une instruction gratuite aux enfants et s'occupent d'une « salle d'asile » pour les tout-petits. En 1866, elles fondent au 41 rue Saint-Denis un orphelinat pour filles de 7 à 21 ans.

En 1873, Alexandre Legentil (fils de Charles) cède son domaine - l'ancien château Necker et son parc - à l'archevêque de Paris, le cardinal Guibert, dans l'objectif d'en faire un établissement scolaire catholique. Une école nommée Sainte-Anne y est ouverte. Elle périclite et est offerte quatre ans plus tard par Alexandre Legentil aux Oblats de Saint-François de Salles, lesquels la mènent à sa perte au début du XX[e] siècle.

Les initiatives se poursuivent durant les mandats des maires socialistes Jean Pernin et Claude Guinot et du radical Eugène Palouzié. Le 18 mars 1888, jour d'anniversaire de la Commune, un petit hospice, dénommé « Asile des Invalides du Travail », est inauguré dans l'ancienne mairie désaffectée située à l'angle des rues du Moutier et du Planty. Il sera ensuite déplacé dans de nouveaux bâtiments rue Edgard-Quinet. A la suite d'un conflit engagé avec la congrégation de Saint-Vincent-de-Paul, la municipalité installe en 1892 une école maternelle publique dans des baraquements en bois près de l'église [6]. Vers 1900 deux écoles publiques, une de garçons et une de filles (chacune comportant une seule classe d'une cinquantaine d'enfants), sont aménagées rue du Planty.

6. En 1939, elle est toujours en place et des parents d'élèves dénoncent la situation des 160 élèves entassées dans ses trois classes.

Après 1880, plusieurs lignes de tramway relient progressivement le pont à la capitale ainsi qu'un service de train-tramway (photo) mis en place en 1888 par la Compagnie des chemins de fer du Nord. Au fond, l'hôtel du Pont de Saint-Ouen.

Cour de la Maison des Sœurs vers 1939-1940.
De l'autre côté du mur (toujours en place) se trouve l'école Anatole France. Dans le fond de la cour, le dispensaire-hôpital. En arrière-plan, l'École Nationale Professionnelle.
La plus petite des filles au premier plan décède lors du bombardement du 2 août 1944 qui provoque la mort de quatre sœurs et 21 fillettes et jeunes filles de cet établissement.

Après la Première Guerre mondiale, la ville rachète à la société Bedford Petroleum une partie de l'ancien parc des Oblats (appellé aussi parc « Sainte-Anne ») et y regroupe les écoles élémentaires du quartier. En 1925, une classe dite « de plein air » est ouverte pour les garçons, qui s'inspire des critiques adressées à l'institution scolaire par les médecins et pédagogues du mouvement d'hygiénisme social en matière de santé de l'enfant et notamment de lutte contre la tuberculose. En 1927 une même classe est créée pour les filles. Ces classes sont officiellement réservées aux enfants de la commune « débiles et malingres » mais atteints d'aucune maladie contagieuse.

En 1928, à l'initiative du maire Alexandre Bachelet, un monumental établissement scolaire professionnel, conçu par l'architecte communal César-Auguste Mancel, vient trôner au cœur de l'ancien village : l'École Pratique de Commerce et d'Industrie, prévue pour accueillir 800 à 900 élèves. Elle est nationalisée en 1930 et devient l'École Nationale Professionnelle de Saint-Ouen.

En matière de santé, le quartier bénéficie de 1919 à 1928 d'un dispensaire catholique ouvert dans un pavillon de la rue Jean-Jacques-Rousseau [7], auquel succède en 1929 un dispensaire-hôpital situé à côté de la Maison des Sœurs. Entre temps, une structure médicale phare est fondée en 1924 rue Rabelais, la clinique du Landy, où travaillera longtemps le chirurgien Fernand Masmonteil. Cet établissement de pointe marque encore profondément la vie des habitants : *« Je suis attachée à la clinique du Landy, je ne sais pas pourquoi. Il y avait une maternité qui a été fermée. C'est vrai que les gens du quartier ou d'ailleurs on les voit transiter par la clinique [...]. On y va pour tout, les yeux, les oreilles, la kiné, une chirurgie, maintenant les dialyses [...]. C'est un élément important de la vie du lieu. Ça en fait vraiment partie ».*

A la veille de la Seconde Guerre mondiale, le Vieux Saint-Ouen est loin d'être un quartier marginalisé, enclavé et déshérité. Son paysage, fruit d'une urbanisation multiséculaire, est varié, marqué à la fois par le vieillissement d'une partie du bâti et par des formes de modernité, en matière d'équipement et de logement. Sa population, constituée par vagues successives, n'est pas « enracinée » malgré quelques images stéréotypées. Mosaïque sociale au XIX[e] siècle, elle s'est uniformisée le siècle suivant sous la pression de l'industrialisation.

7. Avec le soutien financier de l'épouse du sénateur Emile Reymond, tué durant la Première Guerre mondiale.

Le Vieux Saint-Ouen
Saint-Ouen, les origines

Enfants jouant dans une ferme de l'Ile-Saint-Denis, 1956.

Vignes, asperges et rouge à lèvres

De puissantes familles

Au cours du XIX[e] siècle, l'agriculture se concentre entre les membres de quelques familles, les Danger, Cornier, Bourdin, Dumoutier... et surtout les Compoint. Au tournant du siècle, cette population agricole est vieillissante et il ne reste plus que trois ou quatre dizaines de patrons et patronnes cultivateurs dans le quartier.

Certains d'entre eux sont aisés et font figure de notables, la vente des biens nationaux sous la Révolution leur ayant permis de s'enrichir.

Au XIX[e] siècle, ils profitent notamment de la hausse du prix des terrains de banlieue. En 1890, *la Revue pour tous* affirme dans un article retentissant, mais quelque peu caricatural, qu'à Saint-Ouen les Compoint « faisant quelques concessions au goût moderne [...] se sont faits construire d'élégantes villas, ont chevaux et voitures pour se promener le dimanche en habits de gala. Mais en semaine, ils continuent comme leurs pères à se lever dès l'aube pour cultiver leurs champs, aller aux halles porter leurs marchandises, vêtus de blouses et des sabots traditionnels. Dans un coin de leurs confortables demeures presque tous ont encore une petite chambrette, carrelée, meublée d'un lit en fer et d'une chaise en paille, où ils se tiennent de préférence. Ils gardent le régime sobre de leurs pères et leurs goûts hospitaliers, traitant magnifiquement leurs invités et se nourissant frugalement eux-mêmes ».

Une longue tradition viticole

Avec les céréales, la vigne est une des plus anciennes cultures locales. Au XIII[e] siècle, il est déjà fait mention de marcs devant être portés, selon les cas, à l'un des pressoirs banniers du monastère de Saint-Denis, situés à Saint-Denis même, à La Chapelle et à Saint-Ouen. Elle est cultivée le plus souvent sur de petites parcelles, parfois proches des maisons du village. Certaines demeures bourgeoises disposent en outre de « cuves et de cuviers à faire vendanges ».

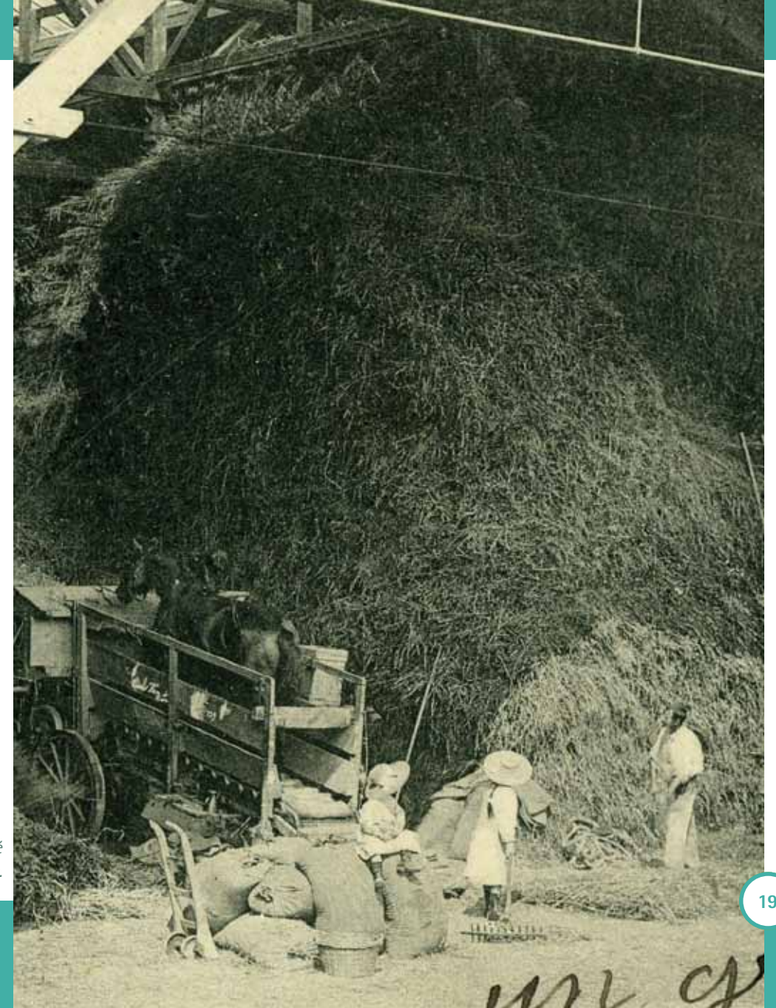
Bénéficiant de la notoriété du « vin de Saint-Ouen » - bu à la table des rois de France dit-on - le vignoble s'étend progressivement. Il couvre 17 hectares en 1717, 22 en 1784.

En 1811, les ceps sont élevés principalement sur 140 parcelles situées sur trois aires : « La Côte », au dessus du chemin de halage en bord de Seine, le lieu dit « Les Châteaux », « Les Plants Forts ». Les propriétaires, au nombre d'une soixantaine au moins, résident en grande majorité à Saint-Ouen mais aussi à Paris, Saint-Denis, Clichy, La Chapelle. En 1897, la vigne occupe encore 30 hectares dont 2 hectares, 25 appartenant à Guillaume Compoint. La Première Guerre mondiale marque la fin du vignoble (le dernier ban de vendanges date de 1911). En 2005, toutefois, dans le cadre d'un projet initié par la ville en partenariat avec le Conseil général, 250 pieds de vignes sont plantés par des écoliers et personnes âgées sur les pentes du quartier dominant la Seine.

Bêtes de race et vaches laitières

Nobles et bourgeois pratiquent déjà un élevage de loisirs à Saint-Ouen sous l'Ancien Régime. Sous la Restauration, le manufacturier Guillaume Ternaux et la comtesse du Cayla perpétuent cette tradition d'élevage mais dans un esprit plus productiviste. Cherchant à substituer aux laines longues européennes des laines du Cachemire, Ternaux fait importer, en 1818-1819, en provenance des steppes kirghizes, plus d'un millier de moutons et de chèvres de pure race tibétaine qu'il disperse dans plusieurs sites dont Saint-Ouen. Dans le parc de son château construit par Louis XVIII, la comtesse du Cayla croise, quant à elle, des béliers nubiens, envoyés par le pacha d'Egypte en 1818, avec des brebis mérinos ou anglaises, et fonde de la sorte une nouvelle race ovine dite « race du Cayla ». Ce type d'élevage disparaît ensuite.

Il est remplacé par l'activité de nourrisseur (élevage de vaches laitières), interdite à Paris depuis 1810, qui s'étend progressivement dans la ville, au grand dam de certains médecins tel le docteur Dubousquet-Laborderie qui sonne l'alarme en 1889 contre l'insalubrité des fermes audoniennes. Tous ces élevages sont relativement nombreux au Vieux Saint-Ouen (au moins sept vacheries en 1886, surtout rue de Paris et du Landy). En 1901, une dizaine de familles au moins exercent encore cette activité avec leurs ouvriers. Les vacheries diminuent ensuite progressivement, la dernière ferme s'éteignant après 1960 : *« Sur l'Ile-Saint-Denis, un petit peu plus loin de notre maison, il y avait une ferme, c'était les années 1960 à peu près ».*



Le battage du blé au moyen d'un cheval monté sur une « trépigneuse », début XX[e] siècle.

Un trésor local : l'asperge

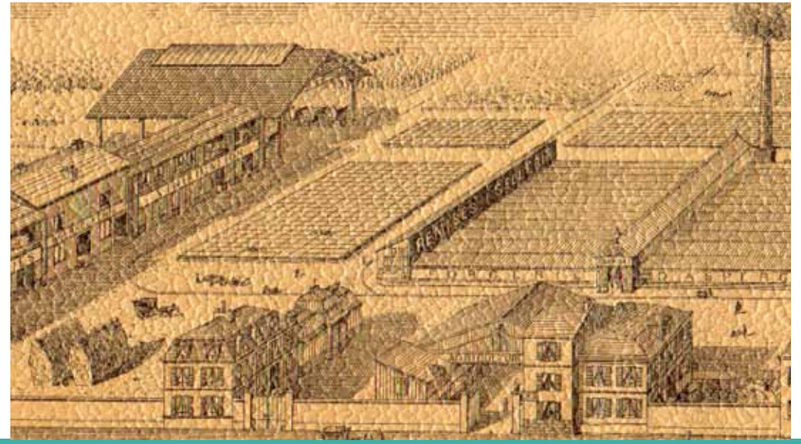
Les cultures céréalières (froment, seigle, avoine, orge) et maraîchères se perpétuent dans la première moitié du XIXe siècle. Parmi les cultures maraîchères, l'asperge, exploitée déjà au XVIIIe siècle dans la commune, acquiert progressivement une certaine réputation auprès des consommateurs aisés de la capitale. En 1828, Masson, commissaire général des halles et marchés parisiens, remarque que les premières asperges vendues cher dès le mois d'avril font « la richesse de Saint-Ouen et de quelques autres communes des environs de Paris ».

A la fin du XIXe siècle, Guillaume Compoint devient un des plus grands producteurs d'asperges de la banlieue parisienne. Il dispose pour ce faire d'une ferme moderne au 33 rue du Landy, en bordure de l'actuel boulevard Jean-Jaurès.

Une industrie balbutiante

Les industriels sont d'abord des artisans et petits entrepreneurs qui exercent plutôt des métiers du bâtiment au sens large. Certains sont des notables tel le maître-maçon Jean-Baptiste Poirié (maire de l'an VIII à 1825) ou le maître-serrurier Gabriel Crétu, un des plus riches habitants de Saint-Ouen (également maire, qui décède en 1832 lors de l'épidémie de choléra).

Les premières fabriques implantées dans le village sont dues à Guillaume Ternaux. A partir de 1819, celui-ci établit dans son parc et dans quelques maisons aux alentours un atelier de production de chapeaux, une fabrique de draps imprimés pour meubles, une filature de lin et de chanvre, un lavoir pour les laines (sur l'île Saint-Ouen).



La ferme moderne de Vincent-Guillaume Compoint, rue du Landy, au tournant du XXe siècle : 28 hectares sont consacrés à la culture de l'asperge, 15 à la culture de l'oignon et du salsifis. Le reste se partage en blé, luzerne et trèfle, betteraves fourragères et vignes.

Si les opérations et expériences de Ternaux attirent un public curieux, celles du médecin Pierre-Edouard Barthélemy sont plus confidentielles. Établi place d'Armes au n° 4, ce dernier est autorisé en 1844 à fabriquer des instruments en caoutchouc pour réaliser des sondes et des fils destinés à la préparation d'étoffes imperméables [8].

Sous le Second Empire, les établissements industriels se résument à quelques ateliers de petite taille (serrurerie Matailley place d'Armes, menuiserie Dubuquoy rue Soubise...). D'autres patrons exercent une activité en rapport avec la Seine, tel le constructeur de bateau Joseph Porraz qui demeure rue du Four, ou bien l'entrepreneur de dragage Jean-Baptiste Froidure qui habite au 6 rue de Paris.

Après la guerre de 1870-1871, le quartier commence à accueillir une population ouvrière œuvrant dans les établissements industriels aux alentours : la verrerie Sauvageot aux Docks et l'usine Ruggieri à Saint-Denis, la Compagnie du Nord et la Compagnie des Wagons-lits, les usines de pianos de Saint-Denis et Saint-Ouen (notamment Pleyel). De nombreuses femmes exercent les métiers de blanchisseuse (une vingtaine pour la seule rue Saint-Denis en 1896) et de lingère, plusieurs opérant vraisemblablement dans les nombreuses blanchisseries de Clichy.

Mais l'industrialisation progresse aussi à l'intérieur même du quartier, surtout dans les rues peu urbanisées. Dans l'ensemble ce sont de petits établissements, par le nombre d'employés et la surface occupée, développant des activités souvent insalubres : fabrique d'huiles animales d'Edouard Hutin, verrerie d'éclairage Monniot, entreprises de produits chimiques (Mourrut, Tyseau et Duchemin, Montreuil frères...). Vers 1903, la rue Soubise voit s'établir, au n° 21, l'entreprise de travaux publics d'Adrien Briard, laquelle demeurera longtemps au Vieux Saint-Ouen.

Au tournant du siècle, quelques entrepôts de bière s'implantent également, rue du Landy et rue Saint-Denis, de même que des dépôts de chiffonniers et brocanteurs. D'autres chiffonniers s'installeront à l'Île-Saint-Denis : *« Je suis née en 1954. Mon grand-père est né rue Eugène-Berthoud; il était chiffonnier ; ma grand-mère m'a raconté qu'ils allaient tirer la charrette à bras ; ils habitaient quai de l'Aéroplane à Pagel [...] c'était la campagne ; ils avaient une petite maison avec une cour et un hangar, et il y avait un petit appentis ; un peu plus loin, une courette, avec une porte en bois. Mes arrière-grands-parents du côté de ma mère avaient une ferme là ».*

8. Il y expérimente notamment la vulcanisation du caoutchouc par le biais de l'éther et développe les premières techniques propres à extraire l'huile des schistes. La vulcanisation du caoutchouc est un procédé qui rend cette matière plus élastique au moyen d'un agent extérieur.

Le Vieux Saint-Ouen
Vignes, asperges et rouge à lèvres

L'entre-deux-guerres, l'âge d'or de l'industrialisation

Durant cette période de grandes entreprises enserrent l'ancien village du côté de la Seine, tandis que les établissements plus petits s'étendent à l'intérieur même du quartier. En 1917 la Compagnie Française pour l'Exploitation des Procédés Thomson Houston achète le vaste parc du Château de Saint-Ouen (loué à la société hippique jusqu'en 1914). Elle y construit en 1921 les futurs établissements Alsthom.

En 1920, un autre terrain, d'un hectare et demi, situé entre le quai de Seine et la rue Saint-Denis, correspondant à l'ancien parc des Oblats, est acquis par la société Bedford Petroleum et Cie. Elle y bâtit trois dépôts ainsi qu'un atelier de chaudronnerie et un garage. Vers 1922, c'est au tour de la SITA (Société Industrielle de Transports Automobiles créée en 1919), qui effectue le ramassage des ordures à Saint-Ouen, de faire construire trois grands halls sur un terrain situé entre le quai de Seine, la rue du Moutier, la place d'Armes et la rue du Four. Ils servent de dépôt aux voitures qui viennent déverser les déchets à la broyeuse. En 1929, de nouveaux bâtiments y sont édifiés.

A la même époque, Charles Van Sterre, un industriel belge, implante au 9-13 rue Rabelais, une usine spécialisée à la fois dans la literie et la manutention, qui commercialisera les marques « Lits de Morphée » et « La Manutention ».

Vers 1924, au moment où la clinique du Landy ouvre ses portes, le médecin et pharmacien Laurent Lafay installe au 18 rue du Landy ses laboratoires et sa propriété afin de produire industriellement « le lipiodol », une huile iodée devenue célèbre pour ses usages thérapeutiques et surtout son intérêt radiologique (capacité à arrêter les rayons X). Lafay est associé depuis plusieurs années à un autre pharmacien Marcel Guerbet. Suite au décès de Lafay en 1926, la société exploitant l'usine de la rue du Landy devient « Laboratoires André Guerbet », du nom du fils de Marcel Guerbet qui poursuit les recherches de son père.

Le quartier abrite de nombreux établissements plus modestes dans les secteurs de la chimie, de la mécanique, de l'agro-alimentaire. Schmeder commercialise des huiles dans l'ancienne « Villa Godillot » ; Adeso (Atelier de Découpage et d'Emboutissage de Saint-Ouen) élabore des rondelles mécaniques impasse de la Gendarmerie ; Jean-Baptiste Masset monte une entreprise de travaux publics rue Jean-Jacques-Rousseau ; Pouey fabrique de la céruse, du blanc de zinc et autre minium de plomb rue du Landy ; Lefèvre puis Bordat fabriquent et commercialisent des confitures au 8 rue Soubise…

Au début des années 1920, dans un ancien entrepôt de vins en gros au n° 14 rue Soubise, Charles Mochet, un obscur inventeur, fabrique également quelques dizaines de « voiturettes » deux places équipées d'un moteur deux temps.

C'est là aussi qu'il conçoit un curieux engin : le « vélocar », une voiturette à pédales avec quatre roues et une carrosserie très légère en triplex, ancêtre du « vélo horizontal ». Après son départ vers Puteaux, les locaux sont utilisés par Les Robinetteries de Saint-Ouen qui produisent des robinets, sifflets, soupapes, appareils pour distilleries et brasseries…

Deux sœurs devant devant les bâtiments de la SITA avant que ceux-ci ne soient détruits, 1947.

La prolétarisation du quartier

La population est désormais nettement plus ouvrière. Elle comprend des travailleurs peu qualifiés d'une part tels que manœuvres, terrassiers, polisseurs, cartonnières, parfumeuses, blanchisseuses sans compter les charretiers et autres domestiques... Et des ouvriers spécialisés d'autre part comme les ajusteurs (nombreux rue du Landy), les mouleurs, les mécaniciens, les électriciens, les facteurs de pianos... S'y ajoutent les employés dont le nombre s'accroît (comptables, secrétaires, salariés des grands magasins, des banques...) et les techniciens et ingénieurs qui habitent plutôt les immeubles de rapport et les pavillons des nouvelles voies (rues du Docteur-Léonce-Basset, Jean-Jacques-Rousseau, Rabelais) et des rues du Landy et Soubise.

Une majorité des salariés travaille à Saint-Ouen, à l'intérieur même du quartier ou dans les usines à proximité, rue de Clichy, quai de Seine... D'autres partent chaque matin œuvrer rue des Rosiers, avenue Michelet... D'autres encore s'en vont opérer dans les usines des communes environnantes ou à Paris.

Cet essor du monde ouvrier s'accompagne d'un renforcement du mouvement syndical. Les grèves sont rares au Vieux Saint-Ouen étant donné la petite taille des entreprises mais les syndicalistes des métaux disposent d'un local au 31 rue du Landy où sont organisées des réunions et des actions de solidarité. Plusieurs militants syndicaux habitent en outre le quartier comme le futur résistant Eugène Lumeau.

Le nombre de patrons s'accroît parallèlement (plus d'une centaine en 1921). Ce sont des commerçants, artisans, patrons de petits établissements industriels voire d'entreprises conséquentes (Bedford, Briard...). Il faut y ajouter les patrons mariniers, au nombre d'environ une ou deux dizaines, pour lesquels le quartier représente une sorte de pied à terre : *« Ma famille sur trois générations y a habité, et on a déménagé à trois adresses dans la même rue : rue de l'Egalité à la place de la rue du Moutier. Donc on n'a pas tellement bougé, sauf que c'était pas un habitat permanent pendant plusieurs années parce que mes parents étaient mariniers [...]. Mes grands-parents maternels et mon arrière-grand-mère maternelle qui habitaient au 14 rue du Moutier, donc cette vieille maison avec l'escalier en bois et le jardin un petit peu en friche ; ils y étaient avant-guerre et pendant la guerre mes grands-parents sont partis avec le bateau en Belgique et ils [y] ont été coincés ; ils ne sont rentrés qu'après-guerre ».*

Une famille de mariniers du Vieux Saint-Ouen, quai de Seine, 1948.

L'après-guerre : un quartier toujours industriel

La guerre est un traumatisme pour la population. Les bombardements du 2 août 1944 détruisent de nombreux bâtiments et font plusieurs victimes. En 1946, la population globale avoisine encore les 3800 habitants mais la rue Saint-Denis est retombée à 760 habitants contre 1100 en 1936.

L'immigration demeure relativement faible. Elle se limite à quelques Belges, Italiens, Espagnols, Algériens, Polonais... La composition socioprofessionnelle ne varie guère jusqu'aux années 1960 : quasiment plus d'agriculteurs et une majorité d'ouvriers. Arrivent aussi de jeunes ouvriers spécialisés : *« Après mon service militaire de 1954 à 1956, je suis rentré chez Bliss comme jeune ouvrier, même pas trois mois, et après j'ai gravi assez vite les échelons, P1, P2, P3 [ajusteur], jusqu'au moment où ils m'ont nommé « maître ouvrier », c'est-à-dire que ça me permettait d'avoir un statut à l'époque qui n'était pas courant, c'est qu'en étant ouvrier j'étais payé au mois, donc c'était un avantage [...]. Et là je gagnais très bien ma vie ».* Le quartier compte aussi un grand nombre d'employés (dont beaucoup de sténo-dactylos) et quelques artisans et commerçants... Avec toujours une rue Saint-Denis plus ouvrière et plus pauvre où habitent davantage de manœuvres et manutentionnaires.

Plusieurs anciennes entreprises sont toujours en activité, certaines réorientant tout ou partie de leur production. *« Van Sterre, il avait le pain d'épices Van Lynden et il avait aussi la Manutention, je crois qu'ils fabriquaient des monte-charges, boulevard Jean-Jaurès [au 54]. C'était un grand terrain, il y avait une grande cour avec de l'herbe. Il avait deux fils [...]. Le père, on le connaissait mais on ne lui causait pas. C'était Monsieur, avec son chapeau, le costard ».*

Au 23 rue Jean-Jacques-Rousseau, Albert Masset prend la relève de son père. *« C'était des travaux publics, ils refaisaient des chaussées beaucoup pour la ville de Saint-Ouen. Ils avaient une pelleteuse ; à la fin de la guerre, ils ont racheté du matériel, des GMC américains, avec des bennes qu'ils ont équipées. Après ils ont eu une toupie pour faire le bitume, les trottoirs [...] et c'est eux qui ont démonté en partie le Vieux Saint-Ouen, qui ont abattu certains immeubles [...]. Le père Masset, il sortait de sa cour avec son cheval et son tombereau, il montait le haut de la rue Jean-Jacques-Rousseau, il s'arrêtait au café, qui existe toujours, il buvait son petit coup et après je ne sais pas où il allait ».*

En-tête d'un courrier des établissements Van Sterre, 1930.

Le Vieux Saint-Ouen
Vignes, asperges et rouge à lèvres

De nouvelles entreprises voient le jour. Rue Soubise s'implantent Gascoigne, qui conçoit des pulsateurs électroniques pour machine à traire, ainsi que Wurcher : *« Ils faisaient de la mécanique et de la tôlerie. A cette époque là, ils travaillaient pour Air Flammes, ils faisaient des carcasses de poêles à mazout »*. Au 31 rue du Landy, fonctionne de 1953 à 1959 l'imprimerie Eggimann Frères ; puis la société Q-tips y établit des bureaux vers 1960 ainsi qu'un entrepôt pour stocker ses boîtes de « cotons-tiges ». Rue du Docteur-Léonce-Basset, la SIPEF fabrique la célèbre crème pour cuirs Zig-Zag. Aucune grande usine ne se fixe dans le quartier au cours des années 1960, hormis les établissements Tunzini (équipements de chauffage) au 76 rue Saint-Denis.

Au milieu des années 1960, plus de 70 sociétés commerciales et industrielles sont encore en activité dans le quartier, employant environ 1600 personnes. Quatre grands secteurs se distinguent en matière d'emploi salarié. Le BTP, les transports, la mécanique ainsi que la pharmacie et cosmétique. Les plus grosses entreprises sont Briard (environ 380 salariés), les Laboratoires Guerbet (plus d'une centaine), la menuiserie Bredy (plus de 80).

Un recrutement diversifié

Certaines entreprises continuent de recruter en partie leur personnel sur place. Dans les années 1960, les Laboratoires Guerbet, l'usine de cosmétique Anselme et la clinique du Landy offrent ainsi un débouché professionnel à beaucoup de femmes du quartier. *« Anselme, ma grand-mère y a travaillé, ma mère y a travaillé, mes tantes y ont travaillé [...]. Et là où j'habite, j'ai une voisine qui a travaillé à Anselme [...]. Ma mère était conditionneuse, elle mettait les rouges à lèvre sur les tubes. Un souvenir particulier, c'est que quand on passait le long du trottoir, on sentait les effluves des parfums, et quand j'attendais ma mère après l'école [...] j'aimais sentir cette odeur »*.

Cour d'un brocanteur au 41 rue Albert-Dhalenne, vers 1960.

Le personnel d'Anselme à l'extérieur de l'usine de rouge à lèvres. Les conditionneuses sont en blouse. A l'arrière sur les marches, le directeur et son épouse, le personnel de direction et les laborantins.

Dans cette entreprise règne une culture paternaliste. *« J'ai toujours travaillé avec mes deux enfants. Je me suis arrêtée une fois dix mois, et l'autre fois presque dix mois. [Hubert] Decloquement m'a repris après […]; on refaisait une lettre […] et il n'y avait pas de problème. J'ai été prise aussitôt […]. Je me souviens, il était super sympa. Il se mettait dehors à 8 h30, il regardait ceux qui montaient […] parce qu'il y en avait qui arrivaient du bas de la rue Soubise, moi j'arrivais du haut. Mais moi j'avais un enfant à la crèche, l'autre à la maternelle, je cavalais […] j'étais pas sur place à 8 h30 et il me faisait [un geste pour ralentir] et alors on arrivait à sa hauteur, je serrais la main du patron, et il me disait, allez, allez on récupère après ! Il fallait toujours récupérer avec lui c'était le père à récupération […]. C'était le 3 novembre ou le 3 décembre sa fête. On lui disait bonne fête Monsieur. Il était content. Quand il allait dans le Nord, il nous ramenait ou du fromage ou du Kougloff ».*

Dans certains secteurs comme les travaux publics, les entreprises au contraire ont massivement recours à la main-d'œuvre immigrée : *« Je suis né en 1951 au Portugal. Mon père travaillait la terre pour un riche propriétaire. A 19 ans, comme on entendait que tout le monde partait en France, que ça gagnait de l'argent, alors que là-bas c'était la misère, on a demandé à un passeur de m'amener […] on est sorti à sept, j'ai payé dans les 2000 francs. De 1968 à 1975, il y a eu une masse de jeunes qui sont partis et qui ont déserté l'armée, c'est mon cas, la guerre en Angola, Guinée-Bissau […]. De Bordeaux on a pris le train et on est arrivé à Austerlitz ; on a pris le métro et je suis venu à la place Voltaire à Asnières où habitait mon frangin je parlais pas un mot de français. Le passeur m'a dit « ton frère habite là ». C'était rue des Grésillons, un hôtel occupé par des Maghrébins et des Portugais. J'ai obtenu un récépissé à la Porte de la Chapelle et après il me fallait trouver un patron. Et là, un Portugais m'a parlé de l'entreprise Briard, impasse des Chantiers. J'y suis allé, on m'a présenté à la secrétaire, ils avaient besoin de main-d'œuvre et je suis rentré. Il fallait commencer au plus bas, je gagnais 1,80 francs de l'heure, je faisais des tranchées, tout était encore à la pioche et à la pelle […]. Après, quand j'ai eu ma carte de travail, j'ai quitté Briard parce que je gagnais pas grand chose […]. Pour le logement, les entreprises contactaient les foyers où il y avait de la place. A Asnières, il n'y en avait pas. Ils ont demandé au foyer de Saint-Ouen. Et c'est là que j'ai atterri le 7 janvier, deux jours après avoir commencé à travailler. La secrétaire de Briard m'a dit « vous avez une place ici à Saint-Ouen ».*

Le maintien du commerce

Toujours populaire, le quartier garde sa dimension commerçante. *« Il y avait beaucoup de cafés et les épiceries faisaient buvette en même temps. Il y avait un grainetier et il servait à boire […]. Plus loin, il y avait Persecq, c'était des Auvergnats, ils faisaient la buvette un petit peu. On ne mourait pas de soif là bas ! […] Il y avait un magasin que je revois toujours, c'était dans la rue Saint-Denis, à côté du bureau de tabac, une épicerie fine, Duquesnoy, c'était une dame avec des lunettes. Bon, après la guerre, il n'y avait pas grand-chose, elle vendait ce qu'elle pouvait […] et quand je rentrais dans cette boutique, elle avait accroché avec deux chaînes qui pendaient au-dessus de l'entrée un gros bonhomme, il avait une fourchette et un couteau à la main et il y avait marqué au-dessus : Géo je t'aime ; il y avait des saucissons, des jambons [représentés], alors que nous, on avait rien à bouffer. C'était une publicité qui datait d'avant la guerre qu'elle avait laissée là ».*

Le cordonnier de la rue Soubise et son fils, vers 1950.

Dans la même rue, on peut acheter de l'avoine chez le grainetier Dupuis pour remplir les matelas : *« Avec l'avoine, on faisait les matelas d'enfants pour mon frère, c'était plus sain et on avait pas grand-chose d'abord ; et ma mère cousait les matelas, on mettait l'avoine et on changeait ça tous les trois mois pour l'hygiène ».* Au début des années 1960, le seul îlot 1 (correspondant à l'ancien village) accueille encore une cinquantaine de commerces dont quelques boutiques spécialisées : un magasin de lingerie fine, un photographe, un vendeur et réparateur de télévision…

La désindustrialisation

Les causes sont multiples. Plusieurs entreprises sont confrontées à des difficultés économiques, parfois avant même la crise de 1974. Dès 1963, Anselme connaît une baisse des ventes et licencie quelques salariées. Malgré la fabrication de nouveaux produits (crèmes de beauté, fonds de teint) et l'exportation vers l'Afrique, l'entreprise ferme ses portes en 1984. Endettés, les Cars Gaubert sont placés en redressement judiciaire en 2003 et quittent le site de Saint-Ouen. Certaines petites entreprises ont des dirigeants âgés sans successeurs. D'autres sociétés décident de quitter la ville au moment de la rénovation du quartier, tels les Laboratoires Guerbet ou Adeso.

Terrassements au bout de la rue du Landy, fin des années 1970.

Un quartier reconstruit

Maisons, villas et châteaux

Dès le Moyen Âge, Saint-Ouen compte un habitat diversifié, composé de quelques maisons paysannes, manoirs et « ostels ». Ce paysage perdure aux XVII^e^ et XVIII^e^ siècles : les châteaux des bords de Seine côtoient les petites bâtisses du village. Rurales, celles-ci n'en attirent pas moins parfois des Parisiens aisés. En 1629, le père de Molière, Louis de Cressé, achète une petite maison composée d'une salle basse, d'une cuisine, de deux chambres et d'un grenier. L'édifice, en assez triste état, est restauré et transformé en résidence de campagne.

L'urbanisation s'étend durant la première moitié du XIX^e^ siècle, surtout dans la partie proche de la Seine, le long des rues Saint-Denis, des Châteaux, du Moutier: de nouvelles maisons s'y élèvent tandis que d'anciennes granges sont transformées en habitations. L'arrivée de migrants peu fortunés est une aubaine pour tous les propriétaires qui disposent de pièces à louer.

Les contrastes architecturaux se maintiennent tout au long du siècle. Rue Saint-Denis, impasse de l'Écu-de-France, rue du Four dominent des maisons villageoises d'un, deux, parfois trois étages. Les murs en moellons sont couverts de crépi, les façades simples, les toits en tuiles plates, la chaume disparaissant après sa prohibition en 1831 par le conseil municipal. Souvent une porte charretière permet d'accéder à une cour intérieure pavée. En revanche, les anciennes rues de l'Église, de Paris et du Landy ainsi que les nouvelles rues Soubise et du Petit-Hôtel accueillent plusieurs demeures cossues, plus spacieuses et plus claires, aux façades davantage ornementées, disposant souvent de jardins à l'arrière ou de jardinets sur rue et parfois de portes cochères. Parmi les matériaux de construction figurent la pierre de taille ou la brique pour les façades (la meulière apparaîtra au début du XX^e^ siècle) ainsi que l'ardoise pour les toits.

Les anciennes maisons de la rue Saint-Denis, vers 1900.

Lotissements, sociétés foncières et immeubles de rapport

L'érection de ces villas bourgeoises s'étend jusqu'à la Première Guerre mondiale. Une des plus anciennes est la propriété située près de la place de l'Eglise, de la famille Albrecht, future « folie Godillot ». Elle était fermée du côté de la Seine par un mur épais, supportant une terrasse flanquée à ses deux angles de tourelles néo-gothiques en encorbellement. On peut aussi citer « l'hôtel particulier » d'un certain Vachon, conçu vers 1913, rue du Landy, par l'architecte Adolphe Gérard (actuelle maison de quartier du Landy). La demeure la plus ornementée est celle que Louis-Jean-Joseph Compoint fait édifier en 1907, pour son fils et sa fille, par l'architecte François Orliac, au 27 rue Soubise.

Une demeure bourgeoise rue Soubise. Ce bâtiment en pierre de taille, composé de deux maisons jumelles accolées, comprend une longue frise sous la corniche, des enroulements, chapiteaux, arcatures, moulures, pilastres...

La première opération de lotissement dans le quartier est effectuée par le négociant Louis Dupuytren sous le Second Empire : celui-ci acquiert la propriété de son beau-père au 22 rue de Paris, y trace vers 1861 de nouvelles voies (la rue Soubise et la rue du Petit-Hôtel) et la revend par lots à des cultivateurs, artisans, rentiers, chiffonniers... En 1884, c'est au tour du propriétaire Prache de mettre en vente plusieurs dizaines de parcelles de terrains de l'Ile-Saint-Denis.

L'urbanisation demeure cependant lente à la fin du siècle. En 1886, la rue du Petit-Hôtel compte moins d'une dizaine de maisons, la rue des Remparts trois ou quatre, l'impasse Dupuytren (future rue du Docteur-Léonce-Basset) une seule. Vers 1910-1912, suite à la vente de l'ancien domaine des Oblats, des propriétaires, dont un certain M. Verte, lotissent des terrains : les rues Verte (future rue Rabelais), Nouvelle et du Pavillon (future rue Jean-Jacques-Rousseau) sont alors tracées ; les nouveaux venus y construisent petites maisons et villas, généralement d'un ou deux étages.

Le tournant du siècle voit l'édification de quelques bâtiments « de rapport » (composés de plusieurs appartements destinés à être loués) de quatre, voire cinq étages rue du Landy et rue de Paris et avec l'ajout d'étages à certains immeubles (rue Soubise par exemple). En 1914, la Société Immobilière de la Banlieue de Paris édifie un immeuble de rapport de six étages, constitué, ce qui est assez rare à l'époque dans le quartier, de F3 et F4.

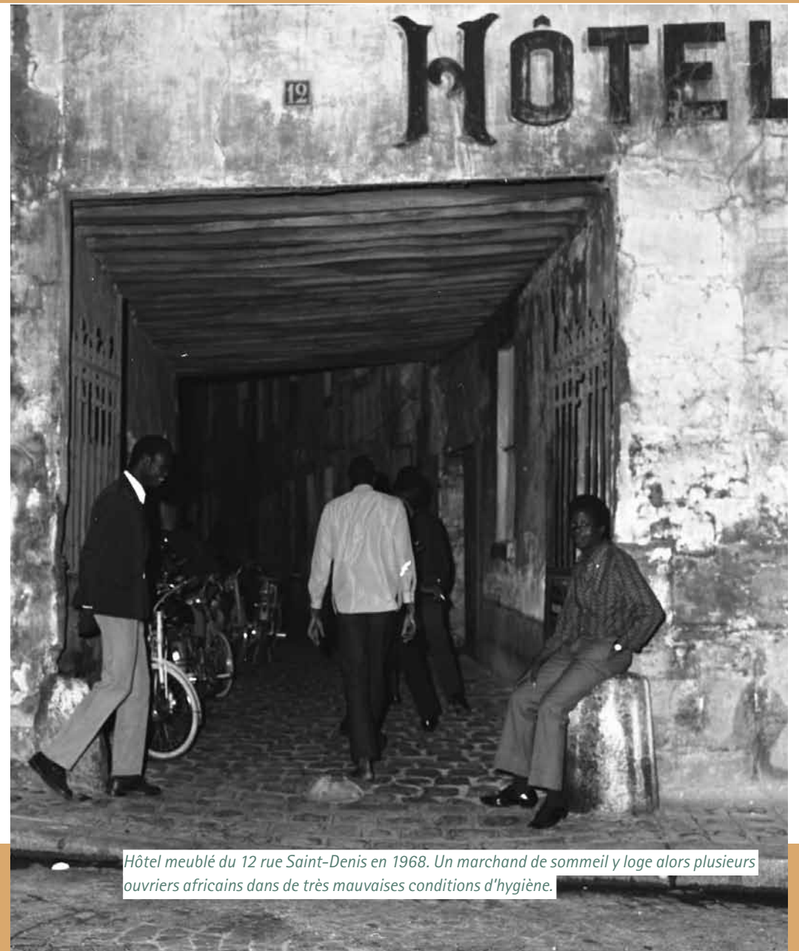
Durant l'entre-deux-guerres, la construction de logements touche surtout la partie proche de l'actuel boulevard Jean-Jaurès, en lisière de Saint-Denis, où subsistent encore de vastes aires agricoles disponibles. La Société Anonyme d'Exploitations Foncières y lotit des terrains en 1926. De nouvelles maisonnettes et pavillons d'un ou deux étages sont bâtis tandis que les bâtiments de rapport, de quatre à sept étages, continuent à s'élever rues du Landy, Rabelais, de Paris et surtout du Docteur-Léonce-Basset. Ces nouveaux immeubles collectifs, tous dus à l'initiative privée, sont souvent composés de petits appartements d'une ou deux pièces plus une cuisine, exigus donc pour des familles avec plusieurs enfants.

Des hôtels et un foyer

Les hôtels se développent au XIX[e] siècle avec l'essor du tourisme en bord de Seine. Leur nombre s'accroît durant l'entre-deux-guerres mais ils se tournent davantage vers les ouvriers du fait de la croissance de l'industrialisation. En 1921, le meublé du 23 rue Saint-Denis, tenu par un couple d'Aveyronnais, abrite une trentaine de personnes françaises et étrangères dont 18 célibataires et quatre familles. Cinq ans plus tard, une quinzaine d'ouvriers algériens y habitent. En 1931, les résidents sont une soixantaine : quelques familles et surtout des célibataires parmi lesquels des Algériens, Polonais, Tchécoslovaques, Espagnols et Italiens...

Après la Seconde Guerre mondiale, le quartier compte au moins sept hôtels dont l'hôtel meublé du 10 rue Amilcar-Cipriani, édifié vers la fin des années 1920, qui accueille à l'étage une poignée d'employés des PTT. Tous ces vieux hôtels disparaîtront avec la rénovation du quartier.

Outre les hôtels, il existe aussi en haut de la rue Saint-Denis un « foyer nord-africain » bâti en 1934 par la Régie des foyers ouvriers nord-africains. Il est reconstruit en 1956-1957 par le ministère de la Construction sur un terrain de 8000 m² appartenant à la Ville de Paris. Les bâtiments sont des baraquements de chantier contenant un total de 544 lits. Selon un occupant, ce foyer *« ressemblait presque à un camp de concentration ; l'entrée, c'était un grand portail énorme grillagé, c'était fermé tout autour. D'un côté, ça donnait sur les grands murs très haut d'une usine [Tunzini] et de l'autre côté, c'était grillagé et il y avait un terrain vague. [...] Il y avait une grande allée comme une avenue et de chaque côté, il y avait les baraques et les allées avec 1,50 à 2 mètres de passage entre les baraques. A l'intérieur, il y avait pas grand-chose, quatre lits superposés dans chaque baraque, avec des matelas tout fins qui faisaient mal au dos. Les plus jeunes habitaient en haut, les plus vieux en bas. Au milieu de cette allée, il y avait un espace avec les robinets et les bacs pour faire la vaisselle et à cet endroit, de chaque côté, il y avait les WC, tout se faisait dans la même grande salle ».*



Hôtel meublé du 12 rue Saint-Denis en 1968. Un marchand de sommeil y loge alors plusieurs ouvriers africains dans de très mauvaises conditions d'hygiène.

Un projet de construction d'un nouveau foyer est lancé en 1975. Ce nouveau bâtiment, contigu à l'ancien, ouvre ses portes en 1983. Il accueille environ 200 personnes dans les années 2000 et fait l'objet d'une nouvelle lutte des résidents entamée en 2007.

Le Vieux Saint-Ouen
Un quartier reconstruit

L'après-guerre : vétusté du quartier et pénurie de logements

Au sortir du conflit, le quartier est en partie sinistré du fait de la vétusté de nombreuses maisons et des destructions et endommagements dus aux bombardements du 2 août 1944. Certains propriétaires économiquement faibles n'ont pas les moyens d'entretenir les biens qu'ils louent. Les enquêtes d'hygiène témoignent de ce délabrement.

Le parc immobilier demeure dans l'ensemble trop restreint malgré les quelques édifications de propriétaires pouvant se regrouper à partir de 1947 en Association syndicale de reconstruction (immeuble du 41 rue Saint-Denis par exemple) et malgré le dispositif du « 1% logement », rendu obligatoire en 1953, par lequel les entreprises financent la construction de logement. *« En 1958, l'entreprise Bliss avec le 1% logement faisait bâtir des appartements et demandait aux gens avec des enfants qui avaient un vieux logement de céder leur appartement - ils voyaient avec le propriétaire - en échange d'avoir ce logement neuf. Donc les familles avec des enfants avaient un logement neuf plus grand et ça permettait aux jeunes d'avoir un logement plus petit, ça m'a permis de récupérer au 14 rue des Châteaux un deux pièces mais pour y avoir droit, il fallait que je sois marié. Donc on s'est marié rapidement. Au 14, il y avait deux maisons, une sur la rue et [une] dans la cour qui avait été construite juste après la guerre. Pendant la guerre, tout avait été démoli, il n'y avait plus rien. C'était fait avec du matériel de récupération, c'était pas mal fait mais c'était pas très solide. On avait les waters sur le palier encore, c'était déjà plus dans la cour, c'était un progrès ».*

La rénovation, une longue et difficile opération

Face à cette pénurie de logements, le plan d'aménagement communal de 1948, approuvé seulement en 1950, insère le Vieux Saint-Ouen parmi les îlots défectueux à remodeler en priorité. Il prévoit une vaste transformation avec notamment construction de plusieurs logements collectifs, érection de nouveaux équipements et élargissement de plusieurs voies. L'opération sera longue du fait de nombreuses difficultés : soutien financier limité de l'État au départ, lenteur des versements d'indemnités d'expropriation, propriétaires récalcitrants dont certains organisés en Comité de Défense des Propriétaires du Quartier du Vieux Saint-Ouen [9], souci de prendre en compte les avis des habitants, rareté des terrains disponibles, enchevêtrement de logements et de bâtiments industriels toujours en activité, quartier truffé de caves, glacières, souterrains...

9. Créée en 1960, cette association regroupe au départ une vingtaine d'adhérents dont plusieurs commerçants.

Photographie des années 1960 montrant l'extension du quartier le long de l'ancienne rue de Paris. Cet enchevêtrement de logements, d'entrepôts et de petites industries va être détruit durant la rénovation du quartier.

La municipalité fait appel au début des années 1950 à deux architectes, Lucien Metrich pour la partie ouest et Louis Kehr pour la partie est. De 1953 à 1957 sont bâtis les premiers logements collectifs: deux bâtiments rue Saint-Denis et un, plus important, rue du Moutier, sur l'ancien terrain de la SITA. Ils sont composés dans l'ensemble de petites cellules car on préfère alors réduire la surface pour augmenter le nombre de logements. Ce nouvel urbanisme, synonyme de confort, de salubrité et de modernité, s'esquisse dans l'enthousiasme : « Tout le pittoresque croulant, il faut bien le dire, de ce village du Vieux Saint-Ouen va se trouver anéanti, dominé par les sept étages du nouvel immeuble», écrit *Le Réveil de Saint-Ouen* en 1957 à propos du futur immeuble de la rue du Moutier.

En 1957, la municipalité confie au Berim (Bureau d'Études et de Recherches pour l'Industrie Moderne [10]) et aux architectes Lucien Metrich et Anatole Kopp, le dossier de rénovation d'une zone dénommée « Centre-Ville / Vieux Saint-Ouen ».

En 1958, elle définit un premier îlot dit « Tête de Pont du quartier du Vieux Saint-Ouen », correspondant approximativement aux limites du vieux village [11].

10. Fondé en 1948 par des communistes ou proches du Parti, dont le résistant Raymond Aubrac.
11. 163 parcelles entre le quai de Seine, la rue Albert-Dhalenne jusqu'à la rue Soubise, la rue du Docteur-Léonce-Basset...

Cet îlot regroupe 643 anciens logements, un peu plus de 500 foyers et environ 1400 habitants. L'office municipal d'HLM est désigné en tant qu'organisme rénovateur. Cette opération va s'inscrire dans un nouveau cadre juridique national : la « rénovation urbaine » [12] , initiée par Pierre Sudreau [13]. Elle fera du Vieux Saint-Ouen le quartier de la ville où la part d'HLM est la plus importante.

Les chantiers de cette première phase se succèdent sur plus d'une dizaine d'années. D'abord celui de la rue Amilcar-Cipriani (1959-1960). *« [En 1960] mes parents étaient les premiers locataires avec le docteur Bousquet qui occupait le deuxième étage. Il n'y avait pas encore l'électricité, ils étaient obligés de se brancher à la cave. [...] C'était un F4, il y avait trois chambres, une salle à manger, une cuisine, une salle de bain, un séchoir et au bout du couloir un cagibi. Et il y avait même une cave. Pour l'époque, c'était pas si mal que ça. La salle à manger était petite, la cuisine aussi. Le séchoir, il avait des petites lucarnes qui laissaient passer l'air, donc il faisait très froid. Il était juste à côté de la salle de bain, quand on oubliait de fermer la porte entre le séchoir et la salle de bain, il n'était pas bon d'aller prendre sa douche ! ».* Puis les chantiers de la rue Albert-Dhalenne (1961), du quai de Seine (1963), du passage de l'Egalité (1964)... où sont relogés des habitants d'immeubles à démolir. Mais la rénovation prend du retard, ce que déplore *Le Réveil* en 1965 : « Dans un quartier où 1500 logements sont prévus, depuis sept ans [...] on a construit en tout 403 logements ».

Construction de HLM rue Amilcar-Cipriani, 1960.

En 1968, la tour de 18 étages du 2 rue du Landy-Prolongée est achevée. *« J'habitais au quinzième étage. Ma chambre donnait sur le pont avec une vue imprenable sur le Val-d'Oise. On voit [aussi] jusqu'à la Défense. Donc moi qui suis un peu rêveuse, j'adorais éteindre les lumières le soir et regarder les lumières de la ville, les voitures qui passent sur le pont. Je me rappelle avoir passé des mercredis toute seule à la maison, je n'étais pas sujette au vertige. J'ai une porte-fenêtre dans ma chambre et je m'asseyais par terre et je mettais mes pieds qui dépassent de la porte-fenêtre, entre les barreaux, et je rêve, je regarde les gens qui vont qui viennent, les voitures, les péniches qui passent sur la Seine ».*

En 1967, la ville confie à la Semiso la réalisation d'un programme de 90 logements rue des Châteaux. Cette première réalisation de la Semiso, conçue par Louis Kehr, est inaugurée en 1971. En 1972, les 192 logements de l'opération Dhalenne-Soubise sont mis en location tandis que démarre le chantier de la « cité Soubise » et les 24 « logements-foyers » des rues des Châteaux et du Moutier. En 1974 et 1975 s'achèvent les chantiers des cités Allende et Soubise (282 logements HLM répartis en cinq bâtiments de 12 à 16 étages). A cette date, la mutation urbanistique du quartier est en grande partie accomplie: plus de mille logements neufs, dont beaucoup de grands appartements, ont remplacé 510 logements anciens. La trame de circulation a été bouleversée avec la suppression de plusieurs voies. De nouveaux commerces ont surgi, rue Saint-Denis essentiellement, ainsi que plusieurs équipements : une PMI et un foyer de personnes âgées en 1958, un centre de sécurité sociale, une recette postale auxiliaire en 1959 puis un bureau de poste [14] , un foyer des jeunes en 1965, un gymnase (Pablo Neruda) en 1967, un poste de recettes du trésor public... En matière scolaire, l'école Anatole France est modernisée et agrandie au début des années 1960 et la nouvelle école Paul Langevin inaugurée en 1969.

12. Décret du 13 décembre 1958 et Instruction générale du 8 novembre 1959 sur la rénovation urbaine.
13. Commissaire à la Construction et à l'Urbanisme de la Région Parisienne, devenu ministre en 1958.
14. La recette postale auxiliaire est installée au 50 rue Saint-Denis en 1959 ; le bureau de poste au 6 rue du Moutier.

Le Vieux Saint-Ouen
Un quartier reconstruit

Un projet d'extension est présenté dès septembre 1969 sous l'appellation « îlot n° 2 ». Les études préliminaires sont confiées de nouveau au Berim ainsi qu'à Anatole Kopp et Pierre Chazanoff. En 1973, la dernière zone vétuste de l'ancien village commence à être rasée, effaçant du paysage les ultimes vieux commerces dont la fameuse « Petite Magie ». L'implantation de logements collectifs continue mais à moindre rythme.

En 1974, un immeuble conçu par Anatole Kopp pour la Semiso s'élève rue du Landy puis sont bâtis en 1987 les 194 logements de la dernière grande cité du quartier, surnommée « la cité blanche », rue Amilcar-Cipriani. L'équipement se poursuit en parallèle, avec notamment un marché couvert inauguré en 1980.

Durant cette période, pour faire face au manque de logements, l'OPHLM a recours, provisoirement, à d'anciens bâtiments voués à la destruction : *« A la fin des années 1960, quand je suis arrivé du Maroc, l'entreprise de travaux publics Bancel et Choiset dans le XIXe m'a trouvé une place au foyer de la rue Saint-Denis [...]. Ensuite l'OPHLM m'a trouvé un F2 au 65 rue Albert-Dhalenne ; c'était un vieil appartement, il n'y avait pas de salle de bains et j'allais prendre mes douches aux Bains municipaux ; ensuite on m'a proposé un appartement dans un vieil immeuble au 23 rue Soubise, au rez-de-chaussée, un ancien magasin avec un garage ; l'OPHLM m'a refait le logement. Le bâtiment a été détruit pour faire des logements pour étudiants. Avant ça appartenait à un commerçant [...] : une dame avec son mari, ils avaient une grande camionnette et c'est eux qui venaient vendre au foyer d'immigrés de la rue Saint-Denis. Et après, on m'a donné au 17 rue du Moutier un trois pièces confortable avec vue sur la Seine. Puis comme j'ai eu une grande famille, j'ai pu avoir un F4 au 5 rue Albert-Dhalenne».*

La population : entre stabilité et brassage

La rénovation a fait en sorte que le quartier conserve une grande partie de sa population tout en accueillant des mal-logés de l'extérieur. *« Mes parents habitaient dans un hôtel qui s'appelle Le Moderne, qui existe toujours, rue du Docteur-Bauer. Après la guerre, mon père débarquait de Normandie, de l'Orne, où il faisait partie d'un réseau de résistance, ma mère débarquait d'Algérie avec sa propre mère. J'ai attrapé la tuberculose à l'âge de 5 ans, en 1958 ; je suis allée en sanatorium, là le médecin ne voulait pas me rendre à mes parents tant qu'ils n'avaient pas de logement décent ; parce que dans ce fameux hôtel, ils n'avaient que deux pièces et on était quatre enfants. Avec ce médecin, ils ont fait des pieds et des mains pour avoir un appartement [...] et c'est là qu'ils ont eu une attribution dans un immeuble qui venait juste d'être terminé [rue Almicar-Cipriani] ; ils étaient tellement contents d'avoir cet appartement qu'ils y sont allés direct ».*

Un certain brassage s'opère ensuite: *« Des gens sont partis petit à petit ; quand ils ont cassé à La Courneuve et dans d'autres grands ensembles, beaucoup de monde sont venus habiter [là], avec de grandes familles ; d'autres qui vieillissaient sont partis à la campagne ».* Le renouvellement de la population reste toutefois à relativiser. Selon une étude de 2002, le Vieux Saint-Ouen compte 5590 habitants en 1999 soit 14 % de la population totale de la commune.

C'est le deuxième quartier le plus peuplé de la commune. La population est une des plus stables mais elle n'est pas épargnée par le chômage (23 %). La part des jeunes y est forte de même que celle des personnes âgées de plus de soixante ans (presque le cinquième de la population). La part de population étrangère, en diminution par rapport à 1990, atteint à cette date 21,5 %, une des moins élevées des quartiers de la ville.

Les nouveaux commerces de la rue Saint-Denis, vers 1980.

Des anciennes foires à la Braderie du Vieux Saint-Ouen

Foires, fêtes populaires et processions

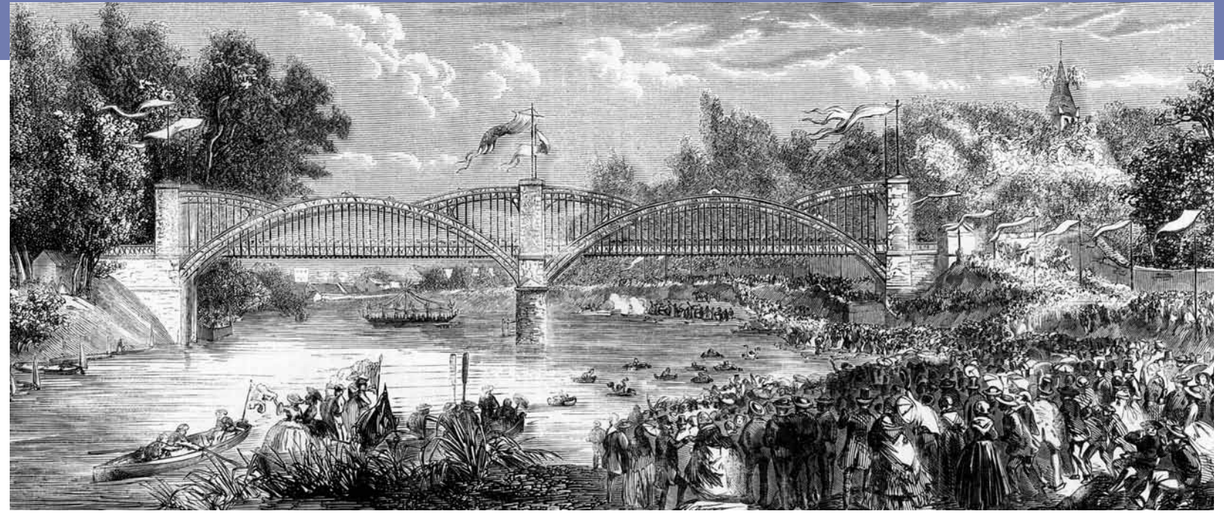
Au Moyen Âge, les distractions populaires sont rythmées par la foire du Lendit qui se tient chaque année dans les environs [15].

Au XVIII[e] siècle, le village devient également célèbre pour sa foire aux porcs qui se déroule l'été en bord de Seine, en contrebas des terrasses du château. Commençant généralement le 24 août, jour de la fête patronale, elle dure trois jours consécutifs. En 1837, elle se déroule au lieu-dit « la Maison Blanche » et est encore considérée comme une des plus importantes foires aux porcs des environs de Paris.

Au début du XIX[e] siècle, les fêtes ont lieu aussi sur l'île Saint-Ouen en face du village et la danse est à l'honneur. Les rues et la place du village sont quant à elles le théâtre de processions religieuses, de défilés et également de bals. Lors de la fête patronale d'août 1821, les rues sont empruntées par la « procession des fonts baptismaux » composée d'une cinquantaine de jeunes filles de la « confrérie de la Vierge », précédant une quarantaine de communiants des deux sexes[16] . Après la Révolution de 1848, ce sont des chars patriotiques surmontés d'habitants en liesse qui parcourent les rues, de la place d'Armes jusqu'au quartier de la Gare.

15. Au champ du Lendit, entre Saint-Denis, Aubervilliers, La Chapelle et Saint-Ouen. La foire du Lendit est déplacée à l'intérieur de Saint-Denis au XVI[e] siècle.
16. *La France Chrétienne, journal religieux, politique et littéraire,* 1822, p. 28.

Braderie du Vieux Saint-Ouen, 1996.



Avec l'extension et la transformation de la commune, l'aire de la fête se déplace. Durant les années 1860, la fête patronale se déroule au rond-point en face de la grille du parc (actuelle place de la mairie). Puis, en 1868, elle est déplacée sur la place des Docks. Les bords de Seine et le pont de Saint-Ouen continuent ensuite d'être prisés pour organiser des spectacles en tous genres : jeux du « mat de beaupré » consistant à avancer sur un mat savonné pour aller chercher des prix, « ascension scientifique » du ballon *Le Progrès* en 1882, courses cyclistes organisées par l'Union Vélocipédique de Saint-Ouen en 1894... Le parc de Saint-Ouen constitue une autre aire de distractions et de fêtes à proximité du quartier. On peut assister, à partir de 1881, au spectacle des courses hippiques, aux compétitions de tir et à des fêtes de bienfaisance. Quant à la place d'Armes, il faut attendre 1896, pour qu'une fête foraine vienne s'y installer.

Comme les autres quartiers, le Vieux Saint-Ouen va avoir ensuite sa propre fête. Elle se poursuivra jusqu'à la Première Guerre mondiale, avec son « bal champêtre », ses jeux pour enfants, ses concerts où sont invités les Trompettes de Seine-et-Oise ou la Revanche de Saint-Denis.

Fête patronale pour l'inauguration du Pont de Saint-Ouen, 1857.
La Seine demeure longtemps un cadre privilégié pour les fêtes du Vieux Saint-Ouen.

La Seine, l'île Saint-Ouen et l'engouement aquatique au XIX^e^ siècle

A partir des années 1820, Saint-Ouen commence à devenir touristique, célèbre comme sa voisine Saint-Denis pour les fritures et matelotes de poisson servies dans ses hôtels-restaurants. A l'heure où il n'existe encore que de très rares piscines découvertes, on vient aussi l'été à « l'île Saint-Ouen » pour nager dans le lit et les bras de la Seine. Dès 1827, le conseil municipal encourage cet essor touristique.
A partir des années 1840, les Parisiens aisés pratiquent aussi le canotage, en couple ou en famille, passant des dimanches à voguer sur la Seine. Promenades nautiques, découvertes de la nature sont aussi propices aux idylles amoureuses, comme le confesse Alphonse Karr en 1855 dans son *Dictionnaire du pêcheur* : « J'ai toujours été fidèle à Saint-Ouen, à ses îles, à ses petites rivières resserrées et au-dessus desquelles les saules entremêlent leurs branches. Là j'allais chercher des wergiss-mein-nicht [17] pour celle dont l'amour m'a fait poète. [...] Une seule fois, en canot, je l'y ai promenée avec sa famille. Nous ne pouvions parler, mais nos regards s'arrêtaient ensemble sur les petits îlots les plus déserts ».

Le développement des transports sous le Second Empire accroît le flux des promeneurs dominicaux vers l'île Saint-Ouen, d'autant plus que le vieux Moulin de Cage se transforme en guinguette vers 1856. A partir du mois de mars 1868, une « foire perpétuelle » est mise en place par les autorités nationales, avec le soutien du maire Godillot, proposant guinguettes, bals, balançoires, stands de tirs, chevaux de bois... La guerre de 1870-1871 anéantit cette initiative : tous les arbres de l'île sont rasés par le génie militaire et le pont de Saint-Ouen endommagé.

Après la guerre de 1870-1871, l'affluence dominicale décline peu à peu. Des journaux évoquent la pollution de la Seine. En novembre 1876, le retentissant « crime de Saint-Ouen » (morceaux de cadavre d'une femme retirés de la Seine entre Clichy et Saint-Ouen) vient encore dégrader l'image des bords de Seine.

17. Petites fleurs qui poussent au bord des étangs.

Canotage au bord de l'île au tournant du XX^e^ siècle.

Des Audoniens sur une plage de l'Ile-Saint-Denis durant l'entre-deux-guerres. A l'arrière-plan, le Vieux Saint-Ouen.

Si l'île désenchante la bourgeoisie parisienne, elle continue d'attirer l'été des Audoniens de tous âges, jusque durant l'entre-deux-guerres : *« Moi, j'ai connu des gens qui allaient se baigner dans la Seine, moi je me suis pas baigné, il y a un gosse qui s'est noyé à l' Ile-Saint-Denis parce qu'il y avait une espèce de plage. Je vous parle de ça, c'était avant la guerre. On allait avec mes parents, on se mettait dans l'herbe. C'était super ; d'un autre côté, c'était une autre vie. On amenait à manger, on retrouvait des gens qu'on connaissait et nous on jouait ».* La désaffection se renforce à partir des années 1950 : la Seine n'est plus qu'un fleuve pollué où la plupart des Audoniens rechignent désormais à se baigner.

L'essor du sport durant l'entre-deux-guerres

Durant cette période, le Vieux Saint-Ouen souffre de la disparition des fêtes de quartier, de l'absence de salle de spectacle d'envergure et du manque d'associations locales. Il profite en revanche du succès populaire des compétitions sportives qui ont souvent lieu en plein air. En septembre 1923, plusieurs milliers de personnes se massent sur le pont de Saint-Ouen et sur les berges de la Seine pour assister à la compétition nautique inter-clubs de la Fédération Sportive du Travail (FST) et au « plongeon de la mort » qu'un sportif effectue du haut du pont en bicyclette. En août 1933, lors d'une nouvelle fête nautique, le public peut assister à des courses offertes par les nageurs du Triton d'Aubervilliers, à une « course aux canards » et même au sauvetage d'un « sous-marin » coulé volontairement en direct. La Seine sert aussi de cadre à des tournois de joutes nautiques, ainsi qu'à des concours de pêche, organisés par l'Ablette Audonienne.

Les spectacles sportifs envahissent aussi les rues du village. Le 11 juillet 1926, à l'occasion de l'inauguration de l'école

L'accroissement du sport féminin durant l'entre-deux-guerres : deux sœurs audoniennes, amatrices de baignade à l'Ile-Saint-Denis.

de plein air, un cortège de jeunes filles et garçons, tous en tenue sportive, s'ébranle de la place de la mairie jusqu'à l'école de filles Anatole France, derrière la fanfare l'Union musicale. La fête s'achève par une démonstration d'éducation physique, selon la méthode Hébert [18].

Toutes les fêtes du vieux village ne sont cependant pas exclusivement sportives. Durant les années 1920, Saint-Ouen, comme sa voisine Clichy et de nombreuses autres villes de banlieue, compte une « commune libre »[19], la Commune libre des jardins embouteillés, laquelle organise en 1926 un défilé carnavalesque qui s'achève dans le Vieux Saint-Ouen. Le quartier connaît aussi des fêtes politiques telles les « goguettes » qu'organise la section du Parti communiste du Vieux Saint-Ouen dans certains cafés.

18. Georges Hébert est un éducateur, promoteur d'une méthode d'éducation physique naturelle.
19. Les « républiques libres » et « communes libres » se développent à partir des années 1920. Ce sont des groupements d'habitants organisant des animations, souvent parodiques, et des fêtes de bienfaisance.

Du Comité de quartier à Soubis'Arts

A partir de la fin des années 1950, c'est le comité de quartier, créé en 1959 pour venir en aide aux « vieux travailleurs » et enfants du quartier, qui prend en charge les bals et l'animation.

Puis le comité des fêtes prend le relais, vers 1973-1974 auquel succède peu de temps après le comité de quartier du Vieux Saint-Ouen. Fort d'une dizaine de personnes, membres de diverses associations (amicales des locataires, parents d'élèves...), il organise les bals du 14 juillet, des fêtes place d'Armes, des feux de la Saint-Jean et des animations sportives : *« Dans le Vieux Saint-Ouen, on avait [organisé] rue du Moutier de la lutte, on avait fait monter aussi un ring [...] avec le bureau des sports et l'OMS. [...] On a fait une course cycliste, c'est que ça passe à une vitesse les vélos ! »*. Il met aussi en place à partir de 1976 un carnaval propre au quartier. Les festivités de mai 1980 durent deux jours et proposent, outre le grand défilé carnavalesque, des démonstrations de groupes sportifs, un bal de nuit place d'Armes, une promenade en petit train, de la musique avec les jeunes du quartier... Le comité propose ensuite un « Printemps sportif » chaque année. *« Après, on a commencé la braderie sur la place du marché, on était 40 ; 18 ans après on était 250 dans le parc ! »*

Le quartier compte d'autres structures d'animation durant les années 1950-1960: le foyer Anatole France pour les jeunes, dont les locaux sont en piteux état en 1950, le patronage des religieuses, le foyer des jeunes, inauguré en 1965 au rez-de-chaussée d'un HLM, le club de foot de l'École Nationale Professionnelle et les clubs de l'Alsthom : *« Quand j'ai commencé, j'ai fait du football à dix ans, derrière là, à l'Alsthom, j'avais des copains [...] qui jouaient dans d'autres clubs ; il y avait trois clubs à Saint-Ouen : le club de l'Alsthom c'était un club corpo, donc dépenaillé, on avait jamais le même maillot, vous aviez l'USMA qui était le club municipal et vous aviez un cran au dessus le Red Star qui eux avaient l'uniforme parfait, l'étoile, le numéro dans le dos, la classe ! Nous c'était la proximité [...] ce qui est resté c'était les tournois de quartier, on faisait des équipes de bric et de broc [...]. Ça a perduré jusqu'en 1972-1973. C'était que des gens du quartier, à part le fils de l'entraîneur, et c'était très fédérateur, très intégrationniste aussi »*. Dans les années 1980 un autre petit club, AS Copains de Saint-Ouen, se monte sur l'initiative d'un habitant du quartier : *« Les joueurs, je les ai vus presque naître. Et tous les vendredis soir, ils venaient à la maison ; on jouait à des jeux [...]. J'ai arrêté l'équipe, il y a sept ou huit ans »*.

A partir de 1959, les habitants disposent d'un nouvel espace vert public. La mairie rachète une partie du parc de l'ancien Château du Cayla - terrain de deux hectares et demi – et l'aménage progressivement : *« Le parc Abel Mézières, c'est aussi des souvenirs avec mon grand-père assis sur le banc derrière le château, qui nous laisse jouer le mercredi après-midi [...].*

La promenade en « petit train », une des animations organisées par le Comité de quartier pour le carnaval du Vieux Saint-Ouen, durant les années 1980.

A mon époque, la pelouse était interdite. Mon grand-père avait un jardin [ouvrier] là et ça lui faisait sa petite promenade [...]. Maintenant, je suis une maman, je conduis et le week-end, j'emmène les enfants au parc des Chanteraines [à Gennevilliers] [...]. Mais je suis vraiment impatiente de voir la transformation du parc Abel Mezières avec l'aménagement des Docks. Pour nous qui habitons dans le Vieux, ça va être un endroit privilégié ! ». Pour les jeunes du quartier, l'Ile-des-Vannes est une autre aire de distraction mais davantage associée à des événements comme le cross des écoliers.

Durant les années 1990, de nouvelles initiatives d'animation témoignent d'une volonté de faire face à la dégradation des relations sociales, à la violence et aux dégâts de la consommation de drogues. L'office HLM fait venir un plasticien pour aider des habitants à réaliser des mosaïques dans les halls, ce qui suscite des idées d'animation. *« Je me suis impliquée ; à l'époque aussi, comme ça commençait à se dégrader, j'avais commencé à aider des enfants chez moi à faire de l'aide aux devoirs et ce plasticien m'avait proposé de faire une association qui regroupe l'aide aux devoirs et la mosaïque. Et puis un jour, dans le hall, un jeune m'a dit : qu'est-ce que tu fous là, fous le camp ! [...] Et j'ai dit à mon mari, « on ne part pas » et c'est là où j'ai créé l'association Soubis'Arts. Déjà, ça me faisait mal au cœur de voir des amies de mes filles aînées se piquer, il y en a combien qui sont morts du sida ! [...] Officiellement, l'association a été créée en 1998 ».*

D'autres habitants, de tous âges, s'investissent dans les clubs de la maison de quartier du Landy, installée depuis 2006 dans une ancienne maison réhabilitée par la ville: *« Comme je venais à l'ordinateur, Jacques me dit : faîtes un cours, ça nous plairait parce qu'il savait que j'étais danseuse étant jeune. La danse de salon, c'est les tangos, les valses, les rumbas, les cha-chas, les salsas maintenant, le rock ; moi je suis une rockeuse des caves de Saint-Germain-des-Prés ; moi je danse le rock comme une jeune fille de vingt ans avec mes grands talons. Le soir je suis fatiguée maintenant, avant je ne l'étais pas. J'ai jamais arrêté même pendant la Guerre, j'allais aux bals clandestins à Gennevilliers dans les greniers. Une fois le grenier, il a percé, on avait un vieux phono et il y avait toujours deux garçons qui surveillaient parce que si les Allemands nous avaient vus, ils nous auraient tués ! ».*

Durant les années 1960, les terrains vagues conséquence de la rénovation du quartier font office d'aires de jeux pour plusieurs enfants.

« Quartiers en histoire(s) », un projet sur trois ans

« Quartiers en histoire(s) », projet triennal d'histoire et de mémoire sur les quartiers de Saint-Ouen, a été initié en septembre 2010 pour répondre à l'engagement n° 82 de la municipalité souhaitant « lancer des appels à projet auprès d'habitants, de salariés, d'historiens, d'économistes, d'architectes, pour faire raconter l'histoire de Saint-Ouen en s'appuyant sur le fonds des Archives municipales ».

Ce projet comprend plusieurs volets, archivistique, historique et artistique. Pendant un an, chaque quartier fait l'objet d'une étude approfondie qui débouche à chaque fois sur une restitution qui peut prendre des formes différentes.

Après le quartier Debain-Michelet, c'est le quartier du Vieux Saint-Ouen, berceau de la ville, tout à la fois rural, urbanisé, bombardé puis reconstruit, qui est mis à l'honneur cette année.

En collaboration avec la maison de quartier du Landy, équipement central et lieu de rencontre de la population et des associations, le service des Archives municipales a mis en place une série d'actions qui ont permis aux habitants de participer à l'écriture de l'histoire de leur quartier :

– des ateliers mémoire mensuels et thématiques animés par l'historien Pierre-Jacques Derainne, qui ont réuni les habitants du quartier ;

– la collecte de témoignages oraux consultables aux Archives municipales : 14 personnes sont venus livrer leurs souvenirs ;

– la collecte de document d'archives, sous forme de don ou de numérisation, qui enrichissent désormais les fonds d'archives (photographies, brochures…) ;

– des actions culturelles : lectures d'archives, visite architecturale du quartier par l'architecte Marie-Françoise Laborde…

Distribué à l'occasion du repas de quartier de la maison de quartier du Landy le 9 juin 2012, ce livret historique se nourrit de ces témoignages, documents et données historiques collectés tout au long de l'année.

Quartiers en histoire(s) achèvera son travail d'histoire et de mémoire dans le quartier Arago-Zola dès septembre 2012.

Nous remercions chaleureusement les personnes ayant témoigné sur l'histoire du quartier du Vieux Saint-Ouen et qui ont permis la réalisation de ce livret.

Danièle Andrade, Guilherme Andrade, Adelouahab Assaadi, Aimée Carruelle, Jocelyne Coesnon, Pierre Cormier, René Fondrillon, Jean-Luc Fortier, Monique Le Gallou, Alida Raby, Myriam Talon, Yamina Verdier, Dominique Yrrien, Mari-Sol Zapata.

Sources écrites

Félix Barbier, « Quand Saint-Ouen était une villégiature », *A Saint-Ouen*, n° 33, septembre 2005. « Vieux Saint-Ouen, cœur de ville », *A Saint-Ouen*, n° 44, août 2006. « Le village des origines », *A Saint-Ouen*, n° 45, septembre 2006.

Cent ans de recherches sur Molière : sur sa famille et sur les comédiens de sa troupe, Archives nationales, 1963.

Louis Dubousquet-Laborderie, Léon Duchesne, *Contribution à l'étude de la pathogénie et de la prophylaxie de la tuberculose, travail sur l'immunité de certaines familles de Saint-Ouen (Seine) contre la tuberculose,* Impr. de Daix frères, 1897.

Denise Durand, Pierre Suire, *Le Moulin vert, via Necker et Dagobert ou le destin d'un lieu historique,* 1991 (Loc 446).

École d'architecture Paris-Malaquais, *Analyse urbaine,* le Vieux Saint-Ouen, 2003.

Guillaume Garcia-Moreau, « Le château de Saint-Ouen et Mme de Pompadour », *Bulletin de la société de l'histoire de l'art français,* 2003 (Loc 438).

« Hôtel privé à Saint-Ouen », *La Construction moderne,* 24 avril 1909 (Loc 97).

Jean Lefort, Norbert Montaudoin, « Madame de Staël en son domaine », *A Saint-Ouen,* n°49, janvier 2007. « Saint-Ouen, au nom d'une histoire », *A Saint-Ouen,* n° 26, février 2005.

Madeleine Leveau-Fernandez, *L'île Saint-Denis, au fil de l'histoire,* Messidor, 1987 (Loc 71).

Louis-Marie Lomüller, *Guillaume Ternaux (1763-1833), créateur de la première intégration industrielle française,* Ed. de la Cabrodor, 1978 (Loc 23).

Moreau et Daverne, *Manuel pratique de culture maraîchère,* Veuve Bouchard-Huzard, 1845.

Léopold Pannier, *Le Moyen Âge. La noble maison de Saint-Ouen, la villa Clippiacum et l'ordre de l'étoile,* A. Franck, 1872 (Loc 58).

Henri Perraudeau, *Le marquis du Planty, médecin de la faculté de Paris [...] (1808-1876),* Jouve, 1911 (Loc 409). *Saint-Ouen, depuis la Révolution jusqu'à l'année terrible [...],* Jouve, 1912.

Alain Plessis, *Régents et gouverneurs de la Banque de France sous le Second Empire,* Droz, 1985.

Tristan Rémy, *Le Temps des cerises,* Les éditeurs français réunis, 1968.

Marcel Thibault, *Isabeau de Bavière, reine de France. La Jeunesse,* 1370-1405, Perrin, 1903.

« Une grande exploitation agricole dans le département de la Seine », *Journal d'agriculture pratique,* 1906, volume 2.

Emile Zola, *Œuvres Complètes, Thiers au pouvoir* (1871-1873), Nouveau Monde éd., 2003.

Les ouvrages suivis de la mention (Loc...) sont consultables aux Archives municipales.

Crédits photographiques

Institut Français d'Architecture : page 30

Archives municipales de Saint-Ouen : pages 4, 6, 9, 13, 19, 25, 26, 32, 33, 35, 37, 38, 41, 45, 51

Collections d'Art et d'Histoire : pages 7, 20, 44

Photographie personnelle de Marcel Augros : page 46

Photographies personnelles d'Aimée Carruelle : pages 42, 49

Photographie personnelle d'Evelyne Cheviet-Thiollier : page 47

Photographie personnelle de Jocelyne Coesnon : page 16

Photographies personnelles de Pierre Cormier : pages 10, 14

Photographies personnelles de Dominique Yrrien : pages de couverture, 23, 24

Photographies personnelles de Mari-Sol Zapata : pages 27, 29

Coordination et iconographie :

Marie-Pierre Lambelin, Gaël Normand du service Archives-Documentation-Patrimoine
Textes : Pierre-Jacques Derainne
Maquette : Direction de la Communication Christine Garnier
Impression : Public Imprim

Le Vieux Saint-Ouen

Remerciements :

Le service des Archives municipales et la maison de quartier du Landy tiennent à remercier :

– tous les participants aux ateliers mémoire ;
– les personnes ayant livré leur témoignage sur le quartier et ayant donné ou prêté des documents d'archives personnels ;
- l'association Soubis'Arts ;
- la compagnie Les Interstitiels ;
- la compagnie Kaouette ;
- l'association Trajectoires et l'historien Pierre-Jacques Derainne ;
– Marie-Françoise Laborde, ayant réalisé la visite guidée du quartier ;
- Pierre Kopp.

Le projet « Quartiers en histoire(s) » a reçu le soutien du Conseil général de la Seine-Saint-Denis
dans le cadre de la Convention de coopération culturelle.